

Par Paul Nantulya

24 juin 2025

*La multiplication des engagements sécuritaires de la Chine en Afrique s'inscrit dans le cadre des objectifs géostratégiques de Pékin visant à renforcer sa position en matière de sécurité à l'échelle mondiale.*



Le président chinois Xi Jinping et son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sisi passent en revue la garde d'honneur de l'Armée populaire de libération de Chine lors d'une cérémonie de bienvenue au Grand Hall du Peuple à Pékin en 2018. (Photo : AFP/Nicolas Asfour)

Le plan d'action de Pékin (2025-2027) du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) se distingue par le fait qu'il contient plus d'engagements en matière de sécurité que tous les plans d'action précédents du FOCAC. Cela souligne l'objectif de la Chine de devenir un acteur incontournable en matière de sécurité en Afrique, parallèlement à son influence économique. Lorsque le FOCAC a été lancé en l'an 2000, la Chine détenait moins de 5 % des stocks d'armes en Afrique, accueillait moins de 200 officiers africains dans ses écoles militaires et ne menait aucune manœuvre militaire sur le continent. Aujourd'hui, la Chine forme environ 2 000 officiers africains par an et s'est imposée comme l'un des principaux fournisseurs d'armes sur le continent. Environ 70 % des pays africains utilisent désormais des véhicules blindés chinois.

Les entraînements conjoints de la Chine avec les forces africaines, dont 20 ont eu lieu depuis 2006, ont gagné en ampleur et en sophistication ces dernières années, comme l'illustrent les exercices terrestres et maritimes Tanzanie-Chine-Mozambique d'août 2024 et les entraînements conjoints des forces aériennes chinoises et égyptiennes en mai 2025. Il s'agit respectivement des plus grands déploiements chinois de forces terrestres, navales et aériennes en Afrique.

La Chine a également déployé 47 groupes d'escortes en rotation continue dans le golfe d'Aden et a procédé à 280 échanges en matière de défense depuis 2007. En mai 2025, 100 officiers africains en début de carrière, originaires de 40 pays, ont participé à un voyage de familiarisation de 10 jours organisé par l'Université nationale des technologies de défense de l'Armée populaire de libération (APL).

*Dans le contexte du PCC, la sécurité nationale, la sécurité du parti et de l'État sont interchangeables.*

Le concept de sécurité globale de la Chine, connu sous le nom d'Initiative de sécurité globale, oriente les engagements élargis de la Chine en matière de sécurité en Afrique. Ces engagements s'inscrivent dans le cadre du renforcement du soutien politique à certains partis au pouvoir et de la promotion des normes de sécurité et des pratiques de gouvernance du Parti communiste chinois (PCC). Ainsi, la Chine cherche à s'attirer les faveurs des élites au pouvoir, à obtenir un traitement préférentiel pour ses entreprises et à rallier le soutien de l'Afrique à ses ambitions géopolitiques.

La multiplication des engagements sécuritaires de la Chine n'a pas été exempte de problèmes. Les armes chinoises sont parfois tombées entre les mains de militants dans des zones de conflit, telles que le Mali, le Darfour, le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo. En l'absence de réglementations strictes, des armes et équipements de surveillance chinois ont été utilisés par certains gouvernements africains pour harceler et réprimer leurs opposants politiques.

Cette situation, résultant de la multiplication des engagements de la Chine en matière de sécurité, suscite des sentiments défavorables à l'égard de la Chine dans certaines parties de l'opinion publique africaine, où elle est souvent critiquée pour avoir renforcé les pratiques illibérales en Afrique. Elle pose également un dilemme quant à la divergence entre les intérêts des citoyens africains et les ambitions sécuritaires et géostratégiques croissantes de la Chine sur le continent.

## LES SPÉCIFICITÉS CHINOISES DE SON ENGAGEMENT SÉCURITAIRE

Les positions officielles de la Chine en matière de sécurité sont fondées sur l'hégémonie du PCC en tant que leader unique de la société et colonne vertébrale de l'État, du gouvernement et de l'armée. Le PCC privilégie le « maintien de la stabilité » (weiwen ; 维稳), principe selon lequel la légitimité du régime et son acceptation par le public découlent de sa capacité à imposer et à maintenir l'ordre social. Dans le contexte du PCC, la sécurité nationale (guojia anquan ; 国家安全), la sécurité du parti et la sécurité de l'État sont interchangeables. La loi chinoise de 2015 sur la sécurité nationale définit la sécurité de l'État comme « l'absence relative de menaces internationales ou nationales sur le pouvoir de gouverner de l'État ». L'État est défini comme « la persistance dans le leadership du Parti communiste chinois ».



Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, reçoit des équipements militaires de la Chine en décembre 2023.  
(Photo : Zimbabwe Office of the President and Cabinet)

Ces concepts encadrent l'aide sécuritaire de la Chine à l'étranger, y compris en Afrique, où certains partis au pouvoir exercent une influence similaire à celle du parti au pouvoir en Chine. Certains corps habillés africains demeurent également orientés vers la sécurité du régime plutôt que vers la protection des citoyens. Cela permet à la Chine de faire progresser son modèle de gouvernance et sa perspective sur la sécurité tout en instillant les normes et les pratiques du PCC.

En fait, les partenaires africains des engagements sécuritaires chinois bénéficient généralement d'échanges étroits avec le PCC. Le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe reçoivent plus de 90 % de leurs armes de la Chine. En 2024, la Namibie a été le premier pays étranger à acquérir l'avion de transport militaire moyen Shaanxi Y-9E.

Le PCC a également réussi à s'implanter dans d'autres pays. Le Burundi, le Ghana, le Kenya et le Sénégal reçoivent chacun plus de 50 % de leur armement de la Chine. Au cours de la même période, ces pays ont eu des échanges parmi les plus fréquents avec le PCC.

## UNE STRATÉGIE DIFFÉRENCIÉE D'AIDE À LA SÉCURITÉ

Les liens les plus étroits de la Chine sur le continent sont souvent tissés avec les partis du mouvement de libération qui ont monopolisé le pouvoir depuis l'indépendance. En Tanzanie par exemple, l'inventaire militaire, l'ordre de bataille, la doctrine militaire et la culture de service sont fortement inspirés de la Chine.

Cette démarche s'appuie parfois sur une longue tradition d'engagement. Après l'échec de la tentative de coup d'État de 1964, les dirigeants de la Tanzanie nouvellement indépendante ont dissous toute l'armée, expulsé les instructeurs britanniques et soviétiques et se sont tournés vers la Chine pour créer de toutes pièces la Tanzania People's Defence Force (Force de défense du peuple tanzanien). La Chine reste le principal partenaire militaire de la Tanzanie et une source essentielle d'armement, d'éducation et de formation, ainsi que de conseillers militaires résidentiels. Cela implique des exercices militaires fréquents et des systèmes d'armes avancés, tels que des chars amphibies, des bateaux de patrouille et des avions de chasse. La plupart des installations importantes en Tanzanie, telles que la base aérienne de Ngerengere, la base navale de Kigamboni et le centre de formation interarmées de Mappinga, ont également été construites par la Chine. Il en va de même pour la plupart de ses établissements d'enseignement militaire professionnel, tels que l'Académie militaire de Monduli et le Collège de défense nationale.

La Chine développe également des liens militaires avec des partenaires non traditionnels, comme le Sénégal et le Kenya, bien que ce processus soit moins direct. Dans le cadre de la politique « Regard vers l'Est » du président Abdoulaye Wade, le Sénégal avait officiellement reconnu Pékin en 2005. L'année suivante, le Sénégal avait rejoint le FOCAC, ce qui avait permis l'admission d'officiers sénégalais dans les écoles d'état-major chinoises. En 2009, le président chinois de l'époque, Hu Jintao, s'était rendu au Sénégal et avait annoncé un programme pluriannuel d'aide et de subventions, comprenant 49 millions de dollars de financement supplémentaire pour l'éducation et la formation militaires et un assortiment d'équipements pour la police et la gendarmerie.

La Chine a arrimé à ses engagements en matière de sécurité un soutien direct aux projets économiques et d'infrastructure prioritaires de Wade, notamment le projet hydroélectrique de Gouina, d'une valeur de 138 millions de dollars. Le PCC a intensifié ses échanges avec le Parti démocratique sénégalais de Wade, afin de renforcer ses mécanismes internes. En 2016, le successeur de Wade, Macky Sall, et le président chinois Xi Jinping ont élevé leurs relations au rang de « partenariat stratégique global et coopératif », le plus haut niveau de relations que la Chine puisse avoir avec un pays étranger. En 2017, le Sénégal est devenu le premier pays d'Afrique de l'Ouest à rejoindre l'initiative chinoise One Belt One Road (connue internationalement sous le nom de Belt and Road Initiative). La même année, l'armée sénégalaise a acquis des armements chinois plus modernes, nécessaires, selon le président Sall, pour faire face à l'insécurité croissante au Sahel.

De 2018 à 2024, le Sénégal a assuré la coprésidence du FOCAC, période au cours de laquelle sa coopération militaire avec la Chine s'est régularisée au même titre que les partenaires de défense plus établis de la Chine, comme l'Égypte, la Tanzanie et le Nigeria. En 2023, China North Industries Group Corporation Limited (NORINCO), une grande entreprise chinoise du secteur de la défense, a ouvert un bureau régional à Dakar, le quatrième en Afrique après l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud. NORINCO a profité de cette présence dans le pays pour consolider son rôle de fournisseur régulier du secteur de la sécurité sénégalais et étendre ses opérations au Sahel, où elle a augmenté ses livraisons au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

L'aide chinoise au Kenya en matière de sécurité s'est développée à peu près de la même manière, ce qui permet de mieux comprendre comment l'APL se forge des partenariats non traditionnels. Après avoir développé ses exportations d'armes vers le Kenya pendant environ 15 ans, la Chine a désigné le Kenya comme « partenaire stratégique coopératif global ». La croissance de la part des armes chinoises dans l'arsenal du Kenya, qui est passée de moins de 3 % en 1990 à 50 % en 2018, représente un changement radical dans ses relations avec le Kenya en matière de défense. Depuis son indépendance en 1962, les partenariats militaires du Kenya ont été dominés par le Royaume-Uni et les États-Unis.

*En échange de [l'aide en matière de sécurité], les pays africains ont contribué à faire avancer les ambitions géopolitiques de la Chine.*

Les relations entre le Kenya et la Chine ont connu un tournant dans les années 1990, lorsque le président kenyan de l'époque, Daniel Arap Moi, qui cherchait un soutien extérieur pour préserver son pouvoir, s'est retourné vers la Chine. Entre 1992 et 1995, la Chine a réagi en parrainant des échanges intensifs entre le PCC et l'Union nationale africaine du Kenya. Ces échanges ont ouvert la voie à des réunions au niveau des ministres de la défense et des chefs militaires à Nairobi et à Pékin en 1996 et 1997, respectivement.

Dès 1999, des officiers kenyans ont commencé à fréquenter les académies militaires et les écoles d'état-major chinoises. En 2001, l'aide chinoise à la sécurité consistait en des bourses annuelles pour les officiers kenyans, des ventes militaires, des exercices conjoints, des opérations de maintien de la paix et un soutien aux institutions universitaires kenyanes. Cela s'est finalement étendu à la coopération policière, comme dans plus d'une vingtaine de pays africains.

En 2018, le Kenya a commencé à autoriser les organisations chinoises chargées de l'application de la loi à mener des opérations conjointes sur le sol kenyan (ciblant principalement les ressortissants chinois et taïwanais). En juillet 2021, la Chine et le Kenya ont lancé un programme visant à former chaque année en Chine 400 agents de sécurité kényans, dont les forces d'élite de la garde présidentielle, de la direction des enquêtes criminelles et de l'unité des services généraux. Outre les échanges systématiques entre les partis, les programmes d'aide à la sécurité de la Chine au Kenya se sont également accompagnés d'une vaste initiative de bourses d'études pour les étudiants, les professionnels et les dirigeants gouvernementaux, ainsi que de l'un des plus grands portefeuilles de projets d'infrastructure financés par la Chine en Afrique.

En échange, le Kenya – comme beaucoup d'autres pays africains – a contribué à faire progresser les ambitions géopolitiques de la Chine. Le Kenya a voté en faveur des positions chinoises au niveau mondial, a soutenu l'expansion de l'initiative « One Belt One Road » et est devenu un partenaire actif de l'initiative de sécurité globale de la Chine. Le rapprochement du Kenya vis-à-vis de la Chine sous le régime de Moi s'est donc poursuivi sous les présidents Mwai Kibaki, Uhuru Kenyatta et William Ruto.

## LES ATTENTES DES GOUVERNEMENTS AFRICAINS À L'ÉGARD DE L'ENGAGEMENT SÉCURITAIRE DE LA CHINE

Une quarantaine de pays africains ont conclu une sorte d'accord avec les agences chinoises de sécurité publique. Il s'agit notamment d'interdictions conjointes, de la protection des biens de l'initiative « One Belt One Road » et d'accords d'extradition. De nombreuses institutions policières chinoises ont des programmes de formation avec des pays africains, notamment l'Université de la sécurité publique du peuple, l'Université de la police du peuple chinois et le Collège de la police de Shandong. Entre 2018 et 2021, environ 2 000 policiers et membres des forces de maintien de l'ordre africains ont reçu une formation en Chine.

Les gouvernements africains accueillent favorablement les engagements chinois en matière de sécurité pour différentes raisons. Pour la plupart, la Chine est

une source d'armement abordable, avec des contrôles à l'exportation moins stricts et des conditions de prêt plus souples que celles des fournisseurs occidentaux. Certains voient dans la Chine un moyen de renforcer la sécurité du régime. D'autres cherchent à resserrer les liens de sécurité avec la Chine dans le cadre d'une stratégie de couverture.

Ces dernières années, un nombre croissant de pays africains ont collaboré avec la Chine pour développer leurs industries militaires. L'Algérie collabore avec des entreprises chinoises pour produire sur son propre territoire des corvettes de type 056 de la marine de l'APL. L'Ouganda a créé une entreprise commune avec NORINCO pour fabriquer des véhicules aériens sans pilote (UAV) chinois. La Defence Industries Corporation of Nigeria (DICON) et NORINCO travaillent sur un programme de fabrication conjointe de munitions de qualité militaire. Ces partenariats entre les secteurs industriels et de la défense sont un nouveau domaine d'engagement pour la Chine en matière de sécurité en Afrique, qui ne cesse de croître.



Le Lieutenant-général Antonio Lamas Xavier, chef d'état-major de la Force africaine en attente, s'exprime lors d'une réception marquant le 96e anniversaire de la fondation de l'APL à Addis-Abeba, le 21 juillet 2023. (Photo : Michael Tewelde / Xinhua / AFP)

## PERSPECTIVES AFRICAINES SUR L'ENGAGEMENT DE LA CHINE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Les gouvernements africains ont généralement une vision positive de la coopération chinoise en matière de sécurité, dans la mesure où celle-ci s'accompagne d'un soutien politique au parti au pouvoir et d'un renforcement de la sécurité du régime. Les gouvernements africains ont également une préférence pour les armes et les équipements chinois, qui sont relativement disponibles et abordables, malgré des plaintes occasionnelles concernant la qualité et l'efficacité sur le champ de bataille. Entre 2003 et 2017, 38 % des 3,56 milliards de dollars que huit pays africains ont empruntés à la Chine à des fins de sécurité étaient destinés à la sécurité intérieure. Les technologies chinoises de surveillance numérique sont très prisées et ont été adoptées par au moins 22 pays africains.

Les défenseurs africains de la démocratie, la société civile et les professionnels des médias ne partagent généralement pas l'enthousiasme de leurs gouvernements vis-à-vis de ces engagements par la Chine, citant l'abus généralisé des systèmes chinois de police et de surveillance de masse. La Chine est également souvent critiquée pour sa stratégie centrée sur le régime qui, selon de nombreux observateurs africains, renforce des pratiques autoritaires.

*Les sociétés civiles africaines font également partie intégrante de l'examen minutieux de ces relations de sécurité afin de s'assurer qu'elles défendent les intérêts des citoyens.*

Alors que les rivalités géostratégiques mondiales s'intensifient, on craint de plus en plus que la demande africaine persistante d'un gouvernement responsable et démocratique ne soit de plus en plus mise de côté au profit de calculs transactionnels, comme on l'a vu pendant la guerre froide, lorsque l'aide à la sécurité était conditionnée par le choix d'un certain camp.

En Afrique, les débats de fond sur l'engagement de la Chine en matière de sécurité ont généralement été limités en raison des difficultés d'accès aux données pour la recherche sur la sécurité nationale. Ce problème est en partie résolu vu l'expansion des réseaux de recherche indépendants Afrique-Chine. Cela contribue à l'accroissement de l'expertise africaine sur l'Armée populaire de libération et la Police armée populaire, c ainsi qu'à une meilleure prise de conscience de l'Afrique, à une analyse critique et à un contrôle public.

## L'AVENIR

La Chine devrait continuer à multiplier ses engagements sécuritaires en Afrique au cours des prochaines années afin de faire progresser ses ambitions géostratégiques croissantes et de combler ce qu'elle perçoit comme un vide en matière d'assistance occidentale à la sécurité. Il incombera donc aux sociétés africaines d'atténuer les conséquences involontaires potentielles. De nombreux observateurs africains souhaitent une meilleure gestion des risques afin de s'assurer que les engagements chinois grandissants en matière de sécurité ne portent pas atteinte aux intérêts africains, n'exacerbent pas les tensions et ne créent pas d'insécurité.

Les gouvernements ont un rôle central à jouer dans ce processus en faisant preuve d'une plus grande transparence pour divulguer ce qu'implique tout accord et s'assurer qu'il sert au mieux les intérêts de leurs citoyens. En tant que fournisseur d'armes, la Chine a la responsabilité particulière d'appliquer vigoureusement ses contrôles à l'exportation, en particulier lorsque ces armes sont susceptibles d'être utilisées contre des citoyens africains.

Les sociétés civiles africaines font également partie intégrante de l'examen minutieux de ces relations de sécurité afin de s'assurer qu'elles défendent les intérêts des citoyens. L'expansion des réseaux africains d'experts sur les relations sino-africaines, y compris la coopération en matière de sécurité, est une évolution bienvenue à cette fin, car elle permet de sensibiliser davantage le public au suivi, à la surveillance et à la publicité des activités de la Chine en matière de sécurité en Afrique.